



Mireille Sadège

Rédactrice en chef  
Docteur en histoire  
des relations  
internationales

Durant la fin du mois de février et le début du mois de mars 2005, des réunions, des rencontres, de l'enthousiasme et un remue-ménage animaient le local où allait naître un nouveau journal francophone en Turquie. Certes, ce n'était pas une première, le pays ayant déjà connu de très nombreux journaux en langue française, mais, depuis 1970, il n'en existait plus. Le titre du journal était déjà déposé. Ce serait *Aujourd'hui la Turquie*. Les articles étaient prêts et les essais de mise en page du premier numéro de ce journal francophone s'étaient étalés sur les bureaux. Je me souviens très bien de cette rencontre avec l'Ambassadeur de France en Turquie de l'époque, S.E. Paul Poudat, au Palais de France, en plein cœur d'Istanbul, durant laquelle le numéro zéro du journal lui a été présenté.

## Aujourd'hui la Turquie : Le contexte de son lancement

15 ans se sont écoulés depuis. 180 numéros ont paru. La mise en place et l'évolution du journal n'ont jamais été des processus faciles, nous étions une poignée de chercheurs et de journalistes français et turcs francophones décidée à soutenir, grâce à ce journal, la Turquie sur le chemin qui devait l'amener à l'adhésion à l'Union européenne (UE).



La Une du premier numéro titrait alors « Turquie/UE : la pente est forte, la route est droite ». Souligner l'enjeu et l'importance de l'intégration de la Turquie à l'UE, donner la parole aux responsables politiques, aux acteurs économiques, aux citoyens et montrer l'enracinement des liens turco-européens faisaient partie de nos objectifs initiaux. Lorsque je repense aujourd'hui à ces premières années, je me souviens de l'atmosphère euphorique de cette époque. Tous les espoirs étaient permis. En Turquie, le rêve européen semblait possible, tout comme une UE élargie, une puissance non seulement économique, mais aussi politique, aspirant à un monde multipolaire où elle prendrait place parmi d'autres pôles de puissances. Quinze ans après, force est de constater que ce ne sont pas les Européens qui ont mis fin à un ordre mondial unipolaire dominé par les États-Unis, mais bien la

Russie. En mars 2004, Vladimir Poutine nommait Sergueï Lavrov au poste de ministre russe des Affaires étrangères, fonction qu'il occupe toujours 16 ans plus tard. Ce dernier a porté sur tous les fronts la vision présidentielle d'un nouvel ordre mondial « multipolaire », et a croisé le fer avec les Occidentaux sur tous les sujets. En ce qui concerne l'UE, malgré ses tentatives pour persuader l'Iran de renoncer à l'arme nucléaire depuis 2005, elle a dû se résoudre au fait que ce sont finalement les États-Unis du président Barack Obama qui sont arrivés en 2015 à inciter Téhéran à saisir une main tendue.

En ce début d'année 2020, nous sommes dans un contexte bien différent. Le projet européen de la Turquie n'est plus d'actualité. Quant à l'UE, elle est en proie aux crises économiques, identitaires et doit faire face à la montée des mouvements populistes et d'extrême droite.



Dr. Olivier Buirette

## 2008 - 2020 : 12 ans après, où en sommes-nous avec le Kosovo ?

Le 3 février 2020, un nouveau Premier ministre, Albin Kurti, a pris en charge cet État des Balkans issu de plus de dix ans de guerre civile de dissolution de la Yougoslavie et d'une scission avec la Serbie dont elle fut toujours une province.

Le Kosovo est devenu indépendant le 17 février 2008 aux termes d'une période particulièrement violente. Sa reconnaissance internationale partielle devait alors ouvrir une période incertaine.

En effet, ce petit État d'un peu moins de deux millions d'habitants, composé en majorité d'une population albanaise, a beaucoup fait parler de lui ces dernières années. On se souviendra qu'il fut à l'origine de la guerre de dissolution de la Yougoslavie, car c'est bien à Kosovo Polje, le 28 juin 1989, que Slobodan Milosevic prononça son fameux discours ouvrant la « boîte de pandore » des nationalismes qui devait au début des années 1990 lancer la grande guerre de dissolution de la Yougoslavie et paradoxalement assurer à Milosevic l'accès à un pouvoir sans partage qu'il perdra définitivement en 2000, ayant été président de la Serbie fédérale du 8 mai 1989 au 23 juillet 1997 puis de la République fédérale de Yougoslavie de 1997 jusqu'au 5 octobre 2000.

Si la Fédération Yougoslave a mis dix ans à disparaître des suites d'une terrible guerre civile qui devait faire près

de 300 000 morts et rendant la région à la structure géopolitique qu'elle avait à peu près avant 1914 avec les accords de Dayton, signés le 14 décembre 1995, le cas du Kosovo est différent, car il fut une province du petit royaume de Serbie avant 1914, une région de la Serbie du temps du Royaume Yougoslavie puis de la Yougoslavie titiste d'après 1945.

Si le Kosovo est peuplé à majorité d'Albanais, soit 92 % de la population pour 6 % de Serbes et 2 % de Bosniaques, celui-ci reste pour la Serbie, notamment dans le nord, une terre jugée comme sacrée et historique. C'est notamment là que se situe les principaux monastères orthodoxes emblématiques de l'Histoire serbe ainsi que le lieu, à Kosovo Polje (Le champ des merles), où le 13 juin 1389 eu lieu la bataille du même nom marquant le dernier combat perdu par les princes chrétiens contre l'invasion ottomane, plaçant bientôt l'ensemble des Balkans occidentaux ainsi qu'une bonne partie de l'Europe centrale pour plusieurs siècles sous l'occupation de la Sublime Porte. Nous sommes donc en présence d'une zone conflictuelle forte, un peu comme dans le cas, plus au sud, de la partie de la Macédoine revendiquée par la Bulgarie, soit la région d'Ohrid, qui est, selon la définition donnée par les milieux nationalistes bulgares, le berceau de la civilisation Thrace.

Le Kosovo est donc partiellement reconnu par la communauté internationale et n'a de cesse, depuis son indépendance de 2008, d'essayer de normaliser ses relations avec ses voisins, notamment avec la Serbie où l'élection d'Aleksandre Vucic à la tête de l'État en 2017 avait suscité à la fois tous les espoirs, mais aussi de nombreuses craintes, voire des regaines de tensions entre les deux pays. Depuis, il y a eu le voyage du président français Emmanuel Macron en juillet 2019 en Serbie et l'arrivée de ce nouveau Premier ministre à la tête du Kosovo, Albin Kurti, qui semble être un homme enclin au dialogue. Il y a eu aussi, hélas, l'attitude ferme de la France sur la fermeture à tout nouvel élargissement notamment dans les Balkans au moins pour les dix prochaines années.

La situation est-elle bloquée dans cette ex-Yougoslavie, figée dans la situation précaire créée par la fin de la guerre civile ? Les perspectives d'adhésions étaient génératrices d'une nouvelle dynamique positive du vivre ensemble que la guerre avait fait oublier. Certes, de timides rapprochements existent sur l'organisation d'un vivre ensemble, mais si nous regardons au-delà on voit bien que dans la région, sur les trois grandes puissances qui ont une influence, deux reprennent du poids : la Russie et la Turquie. Plus que jamais, la Russie tente de tirer vers elle la Serbie — qui s'était placée



sous sa protection en 1914 —, et cette politique russe qui vise à trouver des débouchés sur les mers chaudes est tout à fait traditionnelle de la part de Vladimir Poutine. Quant à la Turquie actuelle, son influence diplomatique dans la région est de retour et s'appuie sur une Albanie en plein essor qui, officiellement, ne veut pas entendre parler de fusion avec le Kosovo même si celle-ci avait existé pendant la Seconde Guerre mondiale.

L'UE dans tout cela constitue la troisième grande puissance régionale, mais, on l'a vu, elle n'offre plus de perspectives de rattachement, tant et si bien qu'en ce début des années 2020 nous pouvons raisonnablement poser la question d'un retour potentiel d'une diplomatie des grandes puissances influentes dans la région. Le Kosovo, qui reste encore un des enjeux non réglés de cet espace post-yougoslave, pourrait bien être dans des temps relativement proches le théâtre de nouveaux affrontements internationaux. Après un XX<sup>e</sup> siècle très tourmenté dans la région, il faut souhaiter que la raison et de la diplomatie finissent par l'emporter sur le bruit des armes.